

Point sur la Rencontre avec le gouvernement ivoirien

Date : 10 septembre 2014, 16h30 à 19h30

Participants :

- Membres du Gouvernement ivoirien
- Membres du Groupe de la Banque mondiale
- Représentant des partenaires techniques et financiers
- Représentants du secteur privé, des organisations de la société civile, des syndicats, etc.

La rencontre a été présidée par **SE Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre, Ministre de l'économie, des finances et du budget.**

La délégation du Groupe de la Banque mondiale a été conduite par **Ousmane Diagana, Directeur des opérations pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée et le Togo.**

D'une façon générale, le gouvernement a approuvé les grandes idées qui sont ressorties de l'analyse préliminaire faite par l'équipe de la Banque, à savoir que : (i) les longues périodes de crises que la Côte d'Ivoire a connues ont eu des conséquences sur le bien-être des populations ; et que (ii) le pays dispose de grandes opportunités pour relever le double défi d'éliminer l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité mieux partagée. Le gouvernement s'est aussi félicité de l'approche du Groupe de la Banque mondiale de conduire un diagnostic systématique pour mieux informer la future stratégie de partenariat avec la Côte d'Ivoire. Il a invité l'ensemble des acteurs qui seront consultés à garantir des réflexions de haut niveau, rigoureusement orientées vers des solutions innovantes et pragmatiques aux problèmes de développement du pays.

Les grandes idées capturées au cours de la rencontre

Tirant leçon des facteurs qui ont contribué aux cycles de progrès et de crises dans l'histoire économique de la Côte d'Ivoire, les membres du gouvernement ont noté deux facteurs limitant :

1. l'insuffisance de l'importance accordée dans les années 80 aux recettes fiscales par rapport aux recettes tirées de l'exportation des matières premières ; et
2. le risque du manque de lisibilité sur l'avenir du pays qui ponctue les phases de transition politique et, de ce fait, affecte la confiance des investisseurs dans le système économique ivoirien.

La nouvelle vision organisée autour de l'idée « d'émergence », s'articule autour de réformes volontaristes qui capitalisent le savoir-faire ivoirien en matière de politique de croissance, mais aussi les expériences sectorielles de référence d'autres pays de référence si celles-ci peuvent permettre d'aller plus vite vers les objectifs de réduction de la pauvreté et de création de richesse partagée.

Les grands défis, axes d'interventions prioritaires, ainsi que les domaines d'intervention ressortant des échanges se présentent comme suit :

Défis

1. Approfondissement de la pauvreté sous les effets pluridimensionnels de la crise sociopolitique : taux de pauvreté passé de 36% à 50%.
2. Perte de la capacité du secteur agricole qui emploie 70% de la population à continuer d'être un vecteur de redistribution des fruits de la croissance du fait de la réduction des investissements dans ce secteur.
3. Dégradation des infrastructures et nécessité d'en acquérir de nouvelles pour soutenir la politique de croissance.
4. L'emploi jeune.

Axes d'intervention prioritaires

1. Travailler à la réduction de la pauvreté du fait de son approfondissement sous les effets pluridimensionnels de la crise sociopolitique : taux de pauvreté passé de 36% à 50%.
2. Restaurer la capacité du secteur agricole à créer la richesse et à rester un canal de redistribution de la prospérité.
3. Poursuivre l'objectif de croissance économique à deux chiffres pour faire face aux contraintes induites par la croissance démographique exponentielle.
4. Poursuivre les efforts de restauration de la cohésion sociale du fait de la dégradation du tissu social pendant la crise sociopolitique.
5. Poursuivre les efforts en matière de décentralisation et de déconcentration à travers le renforcement des 31 régions et ce, en vue d'éviter aussi l'exode vers les grands centres urbains.
6. Travailler au renforcement de la compétitivité en investissant dans les infrastructures.
7. Attirer et booster les investissements nationaux et les investissements directs étrangers (IDE), mais aussi les possibilités de communication par le développement des TIC, lequel passe par l'extension du réseau de fibres optiques sur l'étendue du territoire.
8. Mettre en place une politique de meilleure gestion des dettes par la création de fonds souverains.
9. Mettre en place de filets sociaux en faveur des plus démunis.
10. Faire face à la durabilité du développement en mettant l'accent sur l'irrigation et la mécanisation comme solution alternative et en même temps comme réponse aux contraintes liées au changement climatique.

11. Poursuite des efforts en matière de l'instauration d'une culture de meilleure gouvernance.

Les principaux leviers sur lesquels agir sont les suivants

1. L'agriculture.
2. Le secteur de l'énergie : diversification des sources d'énergie avec un accent particulier mis sur les énergies renouvelables.
3. Développement humain : Investir dans le capital humain (éducation, santé) sur la base de l'hypothèse que les mieux éduqués participent plus à la création de richesse et, en retour, en profitent mieux.
4. L'enseignement supérieur : Ce niveau d'enseignement est un maillon faible du système éducatif. Il a souffert de plus de deux décennies de réformes plutôt en faveur de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire et technique.
5. L'amélioration du climat des affaires
6. L'accès aux besoins sociaux de base.